

Heather Higginbottom, secrétaire d'État adjoint du département d'État américain : « Il est rare qu'un pays réintègre le MCA »

L'Express – 30/04/16



En visite à Madagascar, Heather Higginbottom, secrétaire d'État adjoint du département d'État américain, explique l'objet de sa visite, qui est de renforcer les relations entre les deux pays. Toutefois, elle réitère la nécessité d'un effort soutenu en matière de gouvernance, de démocratie, de lutte contre le trafic des ressources naturelles et contre la corruption, et la stabilité politique. Autant de critères de rééligibilité au MCA. Cependant, elle souligne qu'un pays qui puisse bénéficier une deuxième fois de ce programme, est très rare.

Quel est l'objet de votre visite à Madagascar ?

Depuis quelques mois, de hauts responsables américains ont visité Madagascar et ont rencontré les membres de l'ambassade ainsi que les autorités étatiques locales, car nous estimons que c'est le bon moment pour renforcer les relations entre nos deux pays et pour bien connaître les défis auxquels fait face la Grande île et les opportunités à saisir. J'ai visité quelques endroits pour constater l'évolution des projets engagés par les États-Unis dans l'optique d'une amélioration de notre coopération et pour voir les acquis à capitaliser dans le futur. L'une de mes attributions au sein du département d'État est l'évaluation des ressources destinées à l'appui direct aux pays. C'est aussi l'une des raisons de ma visite. Voir les éventuelles lacunes et les besoins en matière de développement humain et de l'épanouissement de la personne, et les ressources que nous pourrions mobiliser pour y remédier. Depuis les élections démocratiques de sortie de crise, la coopération entre nos deux pays ont repris. Je suis donc ici dans la continuité des visites des responsables américains pour déterminer quels projets avancent, quels sont leur impacts et comment les améliorer.

Après ce séjour dans la Grande île, quel domaine de coopération entre nos deux pays mérite d'être renforcé, en particulier, lorsqu'il s'agit des plus vulnérables ?

Je pense que des efforts restent à faire en matière d'accès à l'eau potable, de couverture sanitaire, d'accès aux soins de base. J'ai pu constater l'avancée de projets financés par l'USAID en matière de service de santé de base. Maintenant, l'objectif est de voir comment améliorer cette coopération. La bonne gouvernance, l'État de droit, le renforcement de la stabilité politique, l'amélioration de la démocratie et des pratiques démocratiques, nécessitent aussi des améliorations. Le but est d'intensifier nos relations bilatérales, mais aussi de renforcer la prise de responsabilité du gouvernement afin qu'il y ait effectivement une avancée en matière de développement.

Comme vous l'avez évoqué au début de cette interview, vous êtes le troisième haut responsable du département d'État en visite à Madagascar en quelques mois. Y a-t-il une raison particulière comme renforcer la présence américaine dans le giron diplomatique malgache ou une manière, comme certains le pensent, de concurrencer l'élan pris par la francophonie ?

C'est une manière d'affirmer la volonté des États-Unis de rétablir de bonnes relations avec Madagascar et d'appuyer la population malgache. Il n'y a aucune idée ni intention de concurrencer un autre pays. Le plus important pour nous est de nous engager davantage dans la démocratie et dans le développement humain. C'est dans cette optique que nous souhaitons optimiser notre coopération et rattraper les pertes dues et le retard causé

par le coup d'État de 2009, et la crise qui s'en est suivie. Personnellement et en tant que responsable américaine, j'estime que c'est le moment d'améliorer les relations entre nos deux pays. C'est pour cela que j'ai souhaité visiter le pays, pour constater moi-même des réalités malgaches.

Gouvernance, transparence et redevabilité, stabilité, développement et croissance économique, préservation de l'environnement, notamment la lutte contre le trafic des ressources naturelles, et sécurité sont les sujets que vous avez abordés avec le président de la République. Après vos entretiens avec la population locale et les responsables étatiques, comment percevez-vous la situation à Madagascar ?

Nous en avons effectivement discuté avec le président de la République. Nous avons surtout débattu des relations de cause à effet entre ces sujets. Il est important, par exemple de protéger les ressources naturelles car les trafics se rattachent à la corruption et à la bonne gouvernance, ainsi que le développement humain. De même, la stabilité politique et le développement sont deux choses indissociables. Le président de la République m'a parlé des défis auxquels fait face le pays, telle l'éducation qui doit être une priorité. Il y a aussi la nécessité d'un État de droit palpable, une lutte et des traductions en justice effectives contre les trafiquants des ressources naturelles, qui ne sont pas nécessairement le bois de rose. Il y a encore plusieurs efforts, impératifs, à réaliser. Nous sommes prêts à appuyer Madagascar pour qu'il relève tous ces défis. Mais les décideurs et la population malgaches ont aussi une grande part de responsabilité dans cette entreprise.

En matière de démocratie justement, il y a quelques jours, le département d'État a publié un rapport accablant sur Madagascar en matière de droit de l'homme. Les failles de la justice, les exactions des forces de l'ordre, ou encore la limitation des droits de grève et de manifestation ont été pointés du doigt. Après votre visite, comment percevez-vous la situation à Madagascar ? Y aurait-il un décalage entre le rapport du département d'État et les réalités locales, ou une confirmation de sa position ?

Les questions de la démocratie et des droits de l'homme sont des piliers de la politique américaine. Ce sont des thèmes qui nous sont chers et qui guident nos actions et coopérations internationales. Toutefois, les deux jours que j'ai passés à Madagascar, ne me permettent pas de prétendre à connaître la situation de la démocratie dans la Grande île. J'espère pouvoir revenir pour en connaître un peu plus. Quoiqu'il en soit, nous sommes disposés à travailler avec Madagascar pour redresser les lacunes soulevées dans ce rapport.

Concernant la coopération, vous faites partie des ayant voix au chapitre dans les prises de décision concernant l'accès au marché de l'AGOA (African growth and opportunity act), et au MCA (Millennium challenge account). Selon vous, qu'est ce qui manque à Madagascar pour qu'il puisse capitaliser les opportunités qu'offre l'AGOA Est-ce une question de productivité, de qualité ou de savoir-faire ?

Le retour de Madagascar dans l'AGOA est déjà une étape importante. Les opportunités à saisir ont été discutées à maintes reprises. Plusieurs domaines sont concernés. Il y a l'amélioration du climat des investissements stable, serein et sécurisant, pour attirer les investisseurs, bien sûr. La stabilité politique est l'une des conditionnalités pour cela, comme la lutte contre la corruption et la formation des ressources humaines. Mettre en place un système transparent et équitable en matière de taxe et de frais de douane. Avant la crise, il y avait déjà des acquis positifs à la participation de Madagascar à l'AGOA. Tous souhaitent que la Grande île reprenne cette dynamique positive. Comme le chef de l'État l'a indiqué durant notre entretien, il y a d'autres domaines qui peuvent jouir de l'AGOA. Nous sommes prêts à soutenir les efforts malgaches pour optimiser cette démarche.

La question énergétique est une problématique sans solution jusqu'ici, à Madagascar. C'est un critère qui peut aussi freiner les investisseurs. Dans l'optique de cette optimisation des opportunités que propose l'AGOA, la Grande île pourrait-elle prétendre à une sorte de candidature privilégiée dans le projet « Power Africa » ?

Effectivement, la question de l'énergie est un critère nécessaire qui figure dans les besoins des investisseurs, renforce même le potentiel d'un pays en matière d'investissement, une base de l'économie. Cela peut être un frein aux investissements. C'est justement pour y remédier que le président Obama a mis en place le projet Power Africa. Les responsables de l'ambassade s'activent pour que Madagascar puisse prétendre à ce programme. Mais encore une fois, l'objectif est que tous ceux qui investiront dans le domaine puissent jouir des mêmes règles du jeu.

Concernant le programme MCA, y aurait-il une ouverture au retour de Madagascar ou, y-a-t-il un blocage ?

À propos du MCA, Madagascar a été le premier à bénéficier des accords dans le cadre du programme. Malheureusement, le coup d'État de 2009 a cassé la dynamique. Maintenant, le conseil d'administration du MCA a décidé de rehausser le niveau des critères d'éligibilité des pays qui souhaitent réintégrer le programme. Cela requiert plus d'effort de l'État malgache en matière de démocratie, de bonne gouvernance et de transparence.

Certes, ces concepts sont martelés tant par les autorités nationales que par les représentants des partenaires internationaux. Mais concrètement, qu'implique la démocratie ou encore la bonne gouvernance, notamment en ce qui concerne le MCA ?

Cela requiert des explications très techniques. Le site du MCA pourrait apporter plus d'éclairage. Mais en résumé, les pays doivent remplir plusieurs conditionnalités très rigoureuses, afin de pouvoir prétendre à réintégrer le MCA. Cependant, il faut souligner qu'il est très rare qu'un pays réintègre le programme. Car sur la base des conditions

du premier accord, les critères de réintégration sont revues à la hausse en matière de transparence et de bonne gouvernance. Les États qui souhaitent un second accord doivent prouver le déploiement d'efforts concrets et soutenus dans le sens de l'atteinte de ces critères.

Source : <http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/heather-higginbottom-il-est-rare-quun-pays-reintegre-le-mca-61535/>